

Projet de renforcement du leadership féminin
et de la participation des femmes à la vie politique
et au processus de prise de décision en Algérie, au Maroc et en Tunisie



Recherche-action sur « la participation politique des femmes au niveau local au Maroc »

Houria Alami Mchichi



- L'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies pour la Promotion de la Femme (UN-INSTRAW) promeut la recherche appliquée aux questions de genre, facilite la gestion des connaissances et soutient la formation à travers les réseaux et le partenariat multilatéral avec des agences des Nations Unies, les gouvernements, les universités et la société civile.
- Le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche (CAWTAR) a été établi en 1993 en Tunisie en tant qu'institution régionale indépendante œuvrant pour la promotion de l'égalité entre les sexes dans le monde arabe, à travers la recherche, la formation, le travail en réseaux et le plaidoyer. Le CAWTAR travaille en partenariat avec les institutions régionales arabes ainsi qu'internationales pour une meilleure habilitation de la femme dans les domaines socioéconomiques, politiques et culturels.

Le renforcement des capacités des femmes en matière de leadership et de participation à la vie politique et à la prise de décision en Algérie, au Maroc et en Tunisie

Recherche-action sur « la participation politique des femmes au niveau local au Maroc »

Auteur : **Houria Alami Mchichi**

Graphique et mise en page : **Mohamed Drissi**

**L'Institut International de Recherche et de Formation
des Nations Unies pour la Promotion de la Femme
(UN-INSTRAW)**

César Nicolás Penson 102-A
Santo Domingo, République Dominicaine
Phone: 1-809-685-2111
Fax: 1-809-685-2117
Email : info@un-instraw.org
PageWeb : <http://www.un-instraw.org>

**Centre de la Femme Arabe pour la Formation
et la Recherche (CAWTAR)**

P.O. BOX nr.105
1003 Cité El Khadra
Tunis, Tunisie
Tel: +216 (0)71 773511
Fax: +216 (0)71 773611 / (0)71 780002
E-mail : cawtar@cawtar.org
PageWeb : <http://www.cawtar.org>

Copyright ©2009

Tous droits réservés

Les auteurs de cette publication sont responsables du choix et de la présentation des informations contenues dans ce rapport, ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sauraient engager le Secrétariat des Nations Unies ou l'UN-INSTRAW et le CAWTAR. Les désignations employées et le matériel graphique présenté dans ce rapport n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat des Nations Unies ou de l'UN-INSTRAW et du CAWTAR quant au statut légal d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région et de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières.

Les opinions exprimées appartiennent à l'auteur/aux auteurs et ils ne reflètent pas nécessairement les opinions des Nations Unies, du UN-INSTRAW et du CAWTAR.

SOMMAIRE

Résumé	5
Sigles.....	7
Introduction et cadre conceptuel.....	9
I- Les parcours et ressources individuelles	16
1- Entrer en politique : une décision individuelle	16
1.1- Des soutiens différentiels selon le sexe.....	16
1.2- L'intérêt pour le politique	17
1.3- Expérience associative et engagement électoral.....	19
1.4- Diversité du niveau de l'information selon le milieu et selon le sexe	20
2- Motivations et travail politique de proximité.....	21
2.1- Les formations de préparation au travail politique	22
2.2- Désaffection à l'égard des partis politiques et sens de l'engagement dans la gouvernance locale	22
2.3- Les femmes plus proches des besoins des populations	23
2.4- Le point de vue des hommes sur la participation politique des femmes entre opportunisme politique et changement social.....	24
3- L'impact sur les relations familiales	25
3.1- La prise de décision dans la famille.....	26
3.2- Les engagements politiques des femmes et les transformations des relations familiales.....	27
3.3- Discussions politiques au sein de la famille.....	27
3.4- Une expérience personnelle jugée positive	28
II- Les obstacles	29
1- Les perceptions des obstacles par les femmes :	29
1.1- Le poids de la culture patriarcale.....	29
1.2- L'absence de solidarité féminine.....	30
1.3- L'ignorance des femmes	31
1.4- Les difficultés de conciliation sphère privée-sphère publique	31
2- Les perceptions des obstacles par les hommes	32
2.1- Les obstacles qu'ils rencontrent en tant qu'hommes : les freins professionnels ..	32
2.2- L'identification par les hommes des obstacles à la participation politique des femmes.....	33
III- Conclusions et recommandations.....	35
Bibliographie sommaire	39

Résumé

Entreprise dans le cadre du projet de l'UN-INSTRAW-CAWTAR sur la participation des femmes à la vie politique, cette recherche-action nationale relative au Maroc vise à cerner les obstacles que continuent à rencontrer les femmes et à proposer des éléments d'une stratégie de renforcement des capacités des femmes dans le champ politique.

Le contexte marocain est caractérisé par une dynamique particulière, conséquence des mutations des relations de genre, de la participation croissante des femmes aux structures partisanes, associatives et syndicales et de l'introduction de nouvelles mesures d'action positive pour une meilleure représentativité politique des femmes dans les affaires municipales. Envisagée dans le cadre de la gouvernance locale, la participation des femmes dans les structures et fonctions de représentation à l'échelon local est conçue comme un véritable enjeu pour le développement de la démocratie et de la modernisation.

Au regard de ce contexte spécifique, la mise en œuvre des listes additionnelles aux élections communales ainsi que l'implication des femmes dans l'ensemble des structures politiques, parti politique, association ou syndicat conformément à la définition extensive du champ politique adoptée par le projet, ont été analysées en fonction des parcours, des opportunités et des processus d'appropriation par les femmes de nouvelles compétences.

Pour mieux dégager les spécificités des blocages à l'inclusion des femmes dans le champ politique, l'analyse a constamment pris en considération les situations respectives des hommes et des femmes. De l'identification des obstacles ont découlé les principaux éléments d'une stratégie de renforcement des capacités des femmes en matière de leadership et de participation à la vie politique et à la prise de décision inscrit dans le projet INSTRAW-CAWTAR.

Les trois sites de l'enquête sont Imin'ifri pour le milieu rural qui est jugé généralement hostile à la participation politique des femmes.

A l'inverse, le milieu urbain représenté par la ville de Marrakech, qui a désormais à sa tête une mairesse, est considéré comme celui qui développe les représentations et pratiques les plus proches de la modernité. Une ville moyenne comme Azilal est dans une position intermédiaire entre le conservatisme rural et son statut de ville qui présuppose une ouverture vers la modernité.

L'enquête a concerné 16 personnes. Dans chaque site, le principe de la parité a été respecté, l'objectif étant de bien comprendre les particularités différentielles de situations

des femmes et des hommes, de faire ressortir la nature des inégalités et de cerner les obstacles spécifiques que rencontrent les femmes.

Les entretiens ont été réalisés en novembre-décembre 2009, quelques mois après les élections municipales de juin qui ont permis l'élection d'un taux de 12,3% de femmes pour la première fois dans l'histoire du Maroc.

Les résultats de l'investigation ont permis de mettre en exergue le fait que la décision d'entrer en politique est toujours perçue comme une décision qui est d'abord individuelle quel que soit le sexe, décision fortement encouragée par la communauté pour les hommes et par la famille et l'entourage immédiat pour les femmes notamment dans le monde rural et semi urbain alors qu'à Marrakech, les femmes semblent plus autonomes.

Au-delà de la motivation personnelle, les femmes et les hommes entrent souvent en politique pour répondre à une sollicitation extérieure.

L'engagement associatif se révèle très important dans le parcours politique ultérieur des femmes mais aussi des hommes.

Tous et toutes estiment que leur expérience est enrichissante et ont reconnu l'impact positif de l'activité politique sur leur développement et épanouissement personnel

De manière générale, l'enquête révèle en effet un laborieux travail d'adaptation aux nouvelles règles, les femmes mais aussi les hommes commençant à envisager des relations fondées sur un meilleur équilibre. Malgré ces évolutions, de nombreux obstacles qui freinent ou bloquent la participation politique des femmes perdurent. Le poids de la culture patriarcale est pointé par les femmes comme le principal obstacle à leur implication dans la sphère politique. La question de la répartition des rôles et des responsabilités qui incombent aux femmes dans la sphère privée a également été identifiée comme un facteur qui les empêche de s'investir dans de bonnes conditions dans la sphère publique. Elles jugent utiles de créer des structures qui leur permettent de concilier leur vie privée et leur vie professionnelle et politique. Les femmes estiment en outre qu'elles ont besoin de deux types de formation, formations qui leur permettent d'acquérir de bonnes capacités de communication et de confiance en soi et formations politiques, juridiques et administratives.

Pour elles, l'organisation de campagnes de sensibilisation auprès des différents acteurs politiques associatifs et syndicaux s'impose pour améliorer la participation des femmes dans le champ politique.

Sigles

ADFM : Association démocratique des femmes du Maroc

AGR : Activités génératrices de revenu

FFD : Front des forces démocratiques

INDH : Initiative nationale de développement humain

MP : Mouvement populaire

PADS : Parti de l'avant-garde démocratique et socialiste....

PAM : Parti de l'authenticité et de la modernité

PI : Parti de l'Istiqlal

PPS : Parti du progrès et du socialisme

SAP : Sans appartenance politique

USFP : Union socialiste des forces populaires

Introduction

Les élections locales de juin 2009 ont montré que, contrairement à ce qui était avancé, les femmes sont intéressées par la gestion locale comme l'atteste le nombre des candidates.

Même si l'offre de recrutement par les partis politiques s'est concentrée sur les listes additionnelles, ce nombre confirme la volonté des femmes de s'investir dans le champ politique. Bien plus, au-delà de ce fait, les femmes se sont portées candidates non seulement dans le monde urbain mais aussi dans les communes rurales. Cette réaction dans un milieu jugé conservateur est en soi intéressante à plus d'un titre. Elle bouscule les représentations existantes sur le caractère fermé du milieu rural. Elle montre également que, malgré les difficultés, les femmes n'hésitent pas à s'investir dans des milieux qui sont réputés hostiles à leur participation publique.

L'introduction de mesures de discrimination positive n'a certes pas modifié fondamentalement la composition sexuée des listes électorales puisque la part des femmes élues sur les listes locales « normales » n'a pas sensiblement changé. Il reste que l'adoption des listes additionnelles a induit une avancée quantitative réelle du nombre de femmes engagées. En outre, l'analyse de l'impact de la nouvelle dynamique et des nouvelles mesures en termes d'opportunités, d'appropriation et de nouvelles pratiques dans les relations de genre montre en effet combien les mesures prises semblent avoir exercé non seulement une incidence statistique incontestable sur la représentativité des femmes dans les communes mais aussi une influence indéniable sur les mentalités.

Gouvernance locale et participation politique

Ces nouvelles orientations s'inscrivent dans la réforme de la notion de gouvernance locale. Aujourd'hui, les autorités marocaines encouragent les communes à réformer leurs méthodes de travail et leur fonctionnement. L'objectif est de créer une nouvelle dynamique locale et de promouvoir de nouvelles méthodes de travail fondées sur une gestion participative en luttant contre le clientélisme, l'absence de professionnalisme, les priorités mal cernées, le manque d'implication des citoyens et l'ignorance de leurs besoins.

Dans cette perspective, s'impose une nouvelle vision participative qui mobilise tous les citoyens et toutes les citoyennes.

La présentation des femmes au sein des structures et fonctions de représentation à l'échelon local est ainsi conçue comme un véritable enjeu pour le développement de la démocratie et de la modernisation. Elle permet aux femmes d'exercer effectivement

leur citoyenneté. En outre, l'inclusion des femmes dans la gouvernance locale a également pour objectif de permettre aux communes de mieux répondre aux besoins de l'ensemble de la population, hommes et femmes. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une question de justice sociale mais aussi d'un enjeu d'efficacité de la gestion locale.

Le contexte de l'enquête

Le contexte est caractérisé par une dynamique particulière, conséquence des mutations des relations de genre au Maroc, de la participation croissante des femmes aux structures partisanes, associatives et syndicales et de l'introduction de nouvelles mesures d'action positive concernant la représentativité politique des femmes dans les affaires municipales. Il s'agit en effet d'une période qui correspond au renforcement du processus démocratique qui est marqué par la promotion de la politique de proximité et par l'inclusion des femmes dans la gouvernance locale grâce à l'adoption de la liste additionnelle.

Les entretiens ont été réalisés en novembre-décembre 2009, quelques mois après les élections municipales de juin qui ont permis l'élection d'un taux de 12,3% de femmes pour la première fois dans l'histoire du Maroc. Depuis, les tensions propres aux périodes électorales sont tombées et les nouvelles équipes municipales sont constituées et ont commencé leur travail. Grâce à l'adoption d'un « quota » de 12% sur la base des listes additionnelles réservées de manière consensuelle aux femmes, 11,7% ont pu accéder aux communes grâce aux listes additionnelles et 0,6% l'ont été grâce aux listes locales ordinaires⁽¹⁾. Ces résultats indiquent une faible progression de femmes présentées par les partis politiques en concurrence directe avec les hommes. Il n'en reste pas moins que la présence des femmes élues est désormais un fait réel dont il est nécessaire d'évaluer les effets sociaux sur les relations hommes-femmes et sur les représentations et comportements sociaux. Pour mieux en assurer l'efficacité et garantir la pérennité, s'impose l'objectif de renforcement des capacités des femmes en matière de leadership et de participation à la vie politique et à la prise de décision inscrit dans le projet INSTRAW-CAWTAR. Dans cette perspective, les parcours des femmes ont été étudiés ainsi que les obstacles qu'elles rencontrent dans le travail communal lorsqu'elles sont élues, bien que le caractère récent du processus d'inclusion des femmes dans la gouvernance locale rende difficile les possibilités d'appréciation des statuts nouvellement acquis par les femmes, notamment dans les communes mais aussi dans les partis politiques, les associations ou les syndicats conformément à la définition

(1) 20.458 candidates, soit 15,7% du total des candidatures, soit 250 % de plus qu'en 2003 (4,8%).

Le 12 juin 2009, 27.795 conseillers et conseillères communaux ont été élus dans 1.503 communes dont 221 urbaines et 1.282 rurales 51% des élus communaux ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur, Chez les femmes élues, cette proportion est de 71%. La moitié des femmes élues ont moins de 35 ans. Au niveau national, pour chaque siège, on comptait 5 candidates, avec une différence entre les villes (11 candidates par siège) et le milieu rural (3 par siège).

extensive du champ politique adoptée par le projet. Pour mieux dégager les spécificités des blocages à l'inclusion des femmes dans le champ politique, l'analyse a constamment pris en considération les situations respectives des hommes et des femmes.

Cette dynamique du contexte marocain exerce un effet particulièrement important sur la question de la représentativité politique des femmes. Individuellement, elle suscite des mobilisations qui portent les femmes à prendre progressivement conscience de leurs capacités, à s'investir de plus en plus nombreuses dans le champ public et à profiter des opportunités de candidatures aux différentes élections. Toutes les ressources individuelles et les réseaux sociaux sont mis à contribution. Collectivement, les femmes utilisent les compétences acquises dans le travail associatif et mettent en place des réseaux pour mieux défendre leurs intérêts.

Bien qu'ayant investi la sphère publique depuis de nombreuses années, les femmes restent des profanes en politique dans le sens où leur participation est non reconnue comme légitime et qu'elles sont très peu représentées dans les instances politiques malgré des règles juridiques formellement égalitaires. Aujourd'hui, grâce à la politique volontariste de l'Etat et à la faveur des longues luttes menées par les associations féminines, les femmes commencent à faire leur place sur l'échiquier local à des niveaux divers selon les différents sites de l'enquête. Conformément à une opinion communément répandue, le milieu rural est jugé particulièrement hostile à la participation politique des femmes. C'est pour cette raison que le projet gouvernemental de soutien aux femmes mis en place à l'occasion des élections de juin 2009 a accordé une priorité au milieu rural dans le but de modifier la vision traditionnelle du rôle politique des femmes dans la société. Dans ce milieu, les mesures politiques sont confrontées à des réactions sociales.

C'est précisément ce nœud qui pose problème. Il pose la question des représentations et des pratiques que les citoyens et les citoyennes ont de leurs rapports et de l'acceptation de l'investissement politique des femmes. Si ces relations sont inscrites dans une dynamique de changement social, elles permettent une meilleure réceptivité des consignes étatiques. Si, au contraire, les résistances se révèlent encore très fortes, la compréhension des consignes risque d'être superficielle et de ne pas faciliter l'acceptation des femmes dans le champ politique.

A l'inverse, le milieu urbain représenté par la ville de Marrakech, qui a désormais à sa tête une mairesse, est considéré comme celui qui développe les représentations et pratiques les plus proches de la modernité. Une ville moyenne comme Azilal serait dans une position intermédiaire entre le conservatisme rural dont elle subit l'influence du fait de la composition de sa population et de son isolement géographique et politique et son statut de ville qui présuppose une ouverture vers la modernité.

En analysant les parcours et initiatives des femmes engagées en politique dans la gouvernance locale, il s'agit non seulement de mettre en exergue le potentiel existant, les qualités acquises, les compétences et moyens utilisés mais aussi et surtout de cerner les obstacles qui entravent l'inclusion des femmes dans le champ politique local en mettant l'accent sur les différences selon les milieux, l'objectif en dernier ressort étant de détecter les éléments d'une stratégie de renforcement des capacités des femmes dans le champ politique.

Au-delà des discours, idées, plate formes de travail et programmes comment la personne femme fait pour exercer sa tâche au niveau local? Quelles sont les moyens mis en œuvre pour réduire les écarts qui existent entre l'image des hommes, les anciens de la politique, les légitimes et l'image des femmes, nouvelles dans le champ politique, profanes et sans expérience, et pour donner consistance à l'idée qu'elles disposent d'atouts qui leur permettent de réussir comme les hommes ?

Selon les conceptions traditionnelles, être femme est peu payant pour réussir dans le champ public et est même le plus souvent occulté pour réussir. Dans le contexte actuel où les femmes sont portées sur le devant de la scène par l'Etat, où le Roi, qui exerce un poids très important sur la culture politique des marocains et des marocaines, donne des directives claires d'encouragement à la participation des femmes dans le champ politique, les femmes sont incitées à utiliser l'identité femme comme ressource et à ne plus la considérer comme une contrainte.

Bien qu'elle soit encore trop récente pour qu'on puisse en déduire des avancées certaines et enracinées, cette accélération de la visibilité de la question des femmes et de l'égalité a indéniablement des effets positifs sur les statuts des femmes. Elle induit de ce fait des mutations dans les mentalités et dans les pratiques. Les résistances n'en sont pas moins pesantes.

Problématique

Dans cette phase de transition, comment les femmes vivent le pouvoir d'agir nouvellement acquis? Quels sont leurs parcours ? Quelles ressources utilisent-elles ? Quels sont les obstacles qu'elles rencontrent ? Comment les hommes impliqués en politique envisagent la participation des femmes ? Quelles qualités leur reconnaissent-ils ? Quels défauts attribuent-ils aux femmes qui s'impliquent en politique? Quels sont les obstacles qu'ils identifient ?

Ces interrogations exigent de mettre en perspective constamment les perceptions et le vécu des hommes et des femmes dans la gestion de la chose publique locale.

La méthodologie

Une enquête exploratoire a eu lieu et des focus groupes ont été réalisés avant les élections communales du 12 juin 2009. Pour des raisons pratiques, l'enquête proprement dite a été réalisée après les élections. Cette enquête a été menée en utilisant la technique de l'entretien qui se justifie d'une part parce qu'elle permet de cerner les réponses des personnes interviewées dans leurs diversités de situation selon le sexe et selon la ou les structures auxquelles elles appartiennent (associations, parti politique, conseil municipal) et d'autre part par les possibilités qu'elle offre d'obtenir des réponses plus ouvertes dans la mesure où cette technique permet d'approfondir les réponses et d'explorer les multiples aspects qui peuvent expliquer une position.

Dans les trois sites suivants, les personnes interviewées ont pu ainsi s'exprimer librement sur leur expérience.

Imin'ifri est une petite zone rurale montagnaise de Demnate longtemps isolée et où le niveau d'instruction des femmes est faible, voire inexistant. Le fait que les programmes d'accompagnement pour la sensibilisation et la formation sur la question de la représentativité politique des femmes aient ciblé en priorité les zones rurales a-t-il produit ses effets ?

A Azilal, petite ville de moins de 35 000 habitants le fait même qu'il n'y ait pas d'associations féminines est significatif du conservatisme culturel ambiant. Créée dans le cadre d'une association de développement, la seule structure active sur la question des femmes est une cellule d'écoute qui rencontre beaucoup de difficultés à être acceptée. Elle peine aussi à convaincre les femmes de la ville qui hésitent à solliciter son aide en pénétrant dans ses locaux de crainte que toute la ville soit au courant de leurs déboires et que leur familles en subissent les conséquences. Ce qui est considéré comme une atteinte grave à l'honneur de la famille. Ces obstacles expliquent pourquoi la cellule ne traite pas plus de dix cas par mois en majorité de femmes qui viennent de l'extérieur de la ville, malgré une légère amélioration du nombre de femmes de la ville constatée depuis l'installation d'un centre de formation informatique dans le même bâtiment parce que les femmes concernées par la violence pensent faire illusion en faisant croire qu'elles viennent pour le centre informatique.

De l'ensemble de ces constats, on peut déduire les limites de la prise de conscience de la problématique des inégalités de genre et le type de réactions des sociétés à l'implication des femmes dans le champ politique.

A Marrakech, la dynamique de la question des femmes est plus sûre. Ville universitaire, principale destination touristique du Maroc et ville où les associations féminines ont pignon sur rue dont certaines ont acquis une grande audience à l'échelle de la ville et du

pays et ont assuré de nombreuses formations de renforcement des capacités des femmes candidates aux élections dans différentes régions du Maroc. Dans cette ville, les expériences des femmes dans les conseils municipaux ne sont pas une nouveauté. Mais aujourd'hui, au niveau du Maroc, cette ville connaît une situation nouvelle. 32 femmes y ont été élues dont 11 au conseil de la ville et 21 dans les arrondissements. En outre, deux femmes sont présidentes d'arrondissement. Mais, l'un des faits les plus significatifs de la symbolique de la modernité de Marrakech est représenté par l'accès au poste de mairesse de la ville d'une conseillère municipale élue le 12 juin, Fatima Zahra Mansouri, avocate âgée actuellement de 34 ans, membre du PAM, nouveau parti sur l'échiquier politique marocain. Ce qui est important, c'est qu'il s'agit de la première femme à diriger une grande ville, et de la deuxième mairesse de l'histoire du Maroc après Asmaâ Chaâbi à Essaouira.

Liste des personnes interviewées⁽²⁾

L'enquête a concerné 16 personnes. Dans chaque site, le principe de la parité a été respecté, l'objectif étant de bien comprendre les particularités différentielles de situations des femmes et des hommes, de faire ressortir la nature des inégalités et de cerner les obstacles spécifiques que rencontrent les femmes.

Marrakech

1- Rachid, militant associatif, universitaire, 38 ans, marié, 1 enfant, épouse enseignante universitaire

2- Rabéa, militante de l'USFP et militante associative, fonctionnaire, niveau licence en droit, mariée, 3 enfants (filles toutes diplômées du supérieur), époux employée dans une entreprise commerciale et militant politique

3- Maria, militante d'une association de femmes (ADFM), membre du bureau de la section de Marrakech, marié, 2 enfants (+20), 56 ans

4- Abdelmoula, élu (2009), militant associatif, travailleur indépendant marié, 3 enfants, 39 ans, épouse : femme au foyer,

5- Adil, élu, 2ème mandat, militant associatif, directeur d'exploitation dans une entreprise privée, marié, 31 ans, sans enfant, épouse vient de terminer ses études,

6- Hayat, élue (2009), présidente de commission, militante associative, militante syndicaliste, avocate, membre du PAM, 34 ans, célibataire

(2) Tous les noms des personnes interviewées sont des pseudonymes

Azilal

1- Zohra élue, liste locale FFD, mariée, un enfant âgé de 7 ans, enseignante du secondaire, 45ans, mari : fonctionnaire

2- Asmaâ élue liste locale, FFD, née à Azilal, célibataire, professeure universitaire-Docteure en sciences politiques, 34 ans

3- Fatna née à Azilal, militante associative, (association Tada) 35 ans, mari : instituteur et militant associatif, 2 enfants âgés respectivement de 14 et 8 ans, niveau bac Elle s'occupe de la commission des femmes puis suit des formations pour être écoutante au centre d'écoute ;

4- Hassan militant associatif, fonctionnaire, 46 ans, épouse femme au foyer militante associative, 2 enfants

5- Mohand, Originaire de la région élu MP, militant associatif : membre fondateur de 2 associations : ADL et Sauvegarde des orphelins, Membre de l'ADEC et de Géo parc M'goun, professeur de mathématiques, 49 ans, marié, épouse femme au foyer (niveau bac), 4 enfants

6- Abdelatif, né à Azilal, élu/ militant politique, PADS, militant associatif, association de parents d'élèves, syndicaliste, enseignant du primaire, 51 ans, marié : épouse institutrice militante associative, 3 enfants dont le plus jeune est âgé de 16 ans.

Imin'ifri

1- Habiba, née à Casablanca, Membre du PI depuis plus de 30 ans, candidate liste locale, 4 fois candidate aux élections sans succès, économiste dans un établissement secondaire, militante associative (Présidente d'une association féminine de lutte contre l'analphabétisme et pour la scolarisation des enfants), 52 ans, mariée : mari directeur de lycée, 3 enfants (+ 18 ans), Bac en 1998 puis diplômée du CPR

2- Jihane, MP, élue liste additionnelle, militante associative, 31 ans, époux technicien en électronique, 2 enfants

3- Hassan PAM, élu, aucune expérience politique antérieure, 38 ans, marié, épouse femme au foyer, 3 enfants

4- Larbi - Natif de la région, 1er vice président de la commune d'Imin'ifri, MP, militant associatif (Président de l'association Zitoun (ADL) projet pilote pour la plantation de 900 oliviers, Fonctionnaire technicien du caïdat, 39 ans, marié, épouse : femme au foyer, ayant le niveau bac, 1 enfant (de 6mois)

I- Parcours et ressources individuelles

1- Entrer en politique : une décision individuelle

La décision d'entrer en politique est toujours perçue comme une décision qui est d'abord individuelle quel que soit le sexe.

Chez les femmes, l'affirmation de cette volonté est plus affichée que chez les hommes qui énoncent un désir normal de contribuer à la chose publique de leur commune et par extension de leur pays « les gens m'ont demandé de me présenter » ont-ils souvent dit. Ce qui réfère à la légitimité dont ils bénéficient traditionnellement.

Chez les femmes, la référence est davantage centrée sur la nécessité de répondre aux besoins les plus simples et les plus immédiats de la population. La représentation selon laquelle les femmes sont proches du local semble ici confirmée.

1.1- Des soutiens différentiels selon le sexe

Pour les hommes, l'appui de la « communauté » est le moyen le plus souvent invoqué et le plus sûr qui légitime leur décision. A Azilal et à Marrakech, les hommes évoquent la demande sociale. Abdelmoula affirme que ce sont les militants de l'association dont il était le président qui lui ont suggéré de se présenter. Mohand a avancé des arguments similaires. Aucune référence n'est faite à la famille dans leur cas. Au contraire, notamment à Azilal et à Imin'ifri, les femmes expliquent comment réagissent les membres de leur famille. Dans ce cas, la décision des femmes est en effet prise avec l'appui d'un cercle plus restreint, celui de la famille et de l'entourage proche. Lorsqu'elles sont mariées, les femmes des communes rurales et des villes moyennes insistent sur le soutien de l'époux. Fatna, femme au foyer affirme que le soutien de son mari a été capital dans son initiation et dans son engagement dans le secteur associatif. Zohra à Azilal et Jihane à Imin'ifri déclarent que leurs maris ont été des soutiens forts qui leur ont permis de confirmer leur détermination.

Lorsque la femme n'est pas mariée, le soutien est le plus souvent familial. Asmaâ qui est célibataire a profité du large accord de sa sœur qui l'a accompagnée tout le long de la campagne. Ses frères qui n'habitent plus dans la région ont approuvé sa décision.

Dans une grande ville comme Marrakech, les femmes semblent plus autonomes. Elles ne citent pas le soutien marital ou familial comme moteur de leur démarche, à l'exception de Hasna qui a tenu à signaler l'appui familial. Les femmes se comportent comme des individus à part entière prenant librement leur décision. C'est en ce sens que Marwa qui voulait contribuer à améliorer la situation des femmes à laquelle elle était très sensible, a décidé librement de se lancer dans l'expérience associative pour trouver des réponses à ses questions en les partageant avec d'autres femmes. Le plus souvent, il s'agit

de femmes qui ont un niveau d'instruction supérieur et qui ont une expérience politique certaine à travers un engagement dans un parti politique (Khadija), ou associatif (Marwa et Hasna) et syndical (Hasna).

1.2- L'intérêt pour le politique

Au point de départ, plusieurs raisons parfois interdépendantes sont citées par les personnes interviewées pour expliquer les motifs qui les ont poussées à s'engager en politique. Mais en général, les résultats de l'investigation ont permis de mettre en exergue l'existence d'une forte motivation intrinsèque souvent enfouie dans une histoire antérieure d'intérêt pour le politique vécue à l'époque lycéenne ou à l'époque estudiantine. Marwa était une militante politique également engagée dans les luttes estudiantines. Abdellah, Zohra, Habiba, Hassan et Mohand ont signalé une sensibilité acquise très tôt grâce à l'influence de certains de leurs professeurs politisés pendant les études secondaires ou supérieures et situent à partir de là le début de leur intérêt et leur participation à des mouvements politiques. C'est dans ce cadre que Marwa a connu les affres de la détention politique à l'époque des années de plomb. Habiba explique aussi qu'elle a été arrêtée et détenue en même temps que son mari. Ce sont souvent les femmes et les hommes de l'échantillon âgés-es de plus de 40 ans qui ont évoqué ce type de référence. Les personnes plus jeunes se réfèrent à une prise de conscience des problèmes sociaux et à un intérêt subjectif provenant simplement d'un désir de contribuer à l'amélioration de leur société.

Dans certains cas, l'implication nouvelle dans le champ politique est le résultat d'une sollicitation extérieure. C'est dans le domaine des politiques de recrutement en vue des élections communales que cette raison est le plus souvent invoquée. Dans le milieu rural, deux exemples méritent d'être confrontés : celui d'un homme, Hamid, et celui d'une femme, Jihane. Hamid, sans expérience politique aucune, a été contacté par le PAM. Il a accepté sans problème d'être un de leurs candidats aux élections. Au contraire, Jihane, qui a pourtant une expérience dans le secteur associatif, a longuement hésité à la proposition qui lui a été faite pour être intégrée sur les listes additionnelles du MP. Pour elle, ni son niveau intellectuel très faible puisqu'il ne dépasse pas le cours préparatoire, ni son expérience dans une association de développement ne la prédisposaient en effet à briguer un mandat électoral.

Ces hésitations révèlent des inhibitions féminines non vécues par les hommes. En revanche à Marrakech, la réserve manifestée par Hasna qui a retardé son engagement malgré les sollicitations pressantes de ses amis n'est pas de même nature. Elle est expliquée par la rigueur d'un parcours professionnel à construire. Hasna en effet affirme qu'elle a préféré asseoir sa situation professionnelle d'avocate qu'elle commençait avant d'accepter de s'engager dans l'arène politique.

De manière générale, les hommes et les femmes interviewés jugent leur intérêt pour le politique comme un fait réel attesté par leur engagement dans des activités associatives, partisanes ou syndicales. Certains affirment que leur intérêt est récent et qu'il est né à la faveur du travail associatif qui leur a montré ce qu'ils peuvent donner. C'est le cas de Ghassan, Abdelmoula, Adil, Larbi, Hasna, Hayat, Fatna et de Jihane par exemple qui sont aussi les personnes les plus jeunes de l'échantillon.

Hommes et femmes affirment que leurs activités associatives sont plus importantes que leur appartenance politique. Ce fait est particulièrement important à Azilal et à Imin'ifri probablement parce que les associations sont censées être plus proches des populations et exprimer davantage leurs besoins. Dans ces sites, les hommes et les femmes élus-es au niveau local au nom d'un parti, affirment accorder peu d'intérêt aux organisations politiques. « Peu importe le parti qui vous parraine » explique Zohra, opinion partagée par Asmaâ et par Jihane. Elles sont en revanche plus centrées sur les activités associatives. Zohra, élue FFD, profane en politique cherche à créer une association de développement. Jihane, élue sous la bannière du MP se sent plus compétente pour le travail qu'elle réalise au sein de son association que par le parti qu'elle connaît assez mal. Dans l'échantillon, Habiba est différente. Membre du PI depuis 1982, et activiste associative, elle se sent mobilisée par le parti. Cet enracinement ancien joue certainement un rôle certain de la détermination de cette interviewée.

De manière générale, les hommes, à quelques exceptions près, manifestent également peu d'intérêt pour leur parti d'affiliation et tiennent des discours similaires à ceux des femmes. A Marrakech, Adil et Abdelmoula ont également affirmé que les partis politiques n'avaient plus aucun rôle pertinent à jouer dans la société à leurs yeux. Leurs propos sont identiques à ceux tenus par les hommes et les femmes des autres sites, ce qui démontre une grave crise politique au Maroc et un manque de confiance profond à l'égard des organisations politiques partisanes.

En revanche, hommes et femmes ont montré un grand intérêt pour le secteur associatif. Mais en général, alors que les femmes se contentent de militer dans une association (Marwa, Fatna, Habiba), les hommes multiplient les activités associatives notamment à travers la problématique du développement qui mobilise beaucoup dans les régions rurales (Imin'ifri) et semi urbaine (Azizal). Ces engagements sont cumulés par bon nombre d'hommes comme Abdellah qui est membre du PADS, syndicaliste et membre d'une association, par Mohand et Larbi qui dirigent plusieurs associations. Parmi les femmes interviewées, seule Hasna, à Marrakech est à la fois élue, et militante de plusieurs associations, d'un syndicat et d'un parti politique.

Malgré leur intérêt pour le politique, l'entrée des femmes en politique est souvent plus tardive que celle des hommes. Par exemple, dans les zones rurales et semi urbaines, les femmes mariées engagées en politique de l'échantillon ont rarement entamé leurs parcours avant leur conjoint. Le plus souvent, elles se sont d'abord occupées des enfants et du foyer. Lorsqu'elles avaient déjà une activité professionnelle, elles ont mené de front responsabilités familiales et responsabilités professionnelles (Habiba et Zoubida). C'est aussi le cas de Marwa à Marrakech qui affirme que cela a été un choix personnel. Leur activité publique a commencé plus tardivement à cause de leurs responsabilités familiales et à cause du fait qu'elles n'étaient pas conscientes de leurs capacités et de leurs compétences. Ainsi, la distribution des rôles a retardé l'engagement des femmes. Il reste que beaucoup d'entre elles n'ont pas attendu que les enfants soient grands pour entamer leurs parcours. Habiba s'est engagée en politique alors que les enfants étaient petits. Le fils de Zohra, nouvelle élue, a 7 ans. Les enfants de Fatna avaient 10 et 4 ans lorsqu'elle a commencé à s'investir dans le secteur associatif. Jihane a débuté son parcours alors que son fils était encore très petit. Elle entame aujourd'hui sa carrière de conseillère municipale alors que ses enfants ont 8 et 3 ans. Ces engagements qui se sont concrétisés à des phases de vie où le rôle classique de mères n'est pas achevé sont significatifs des changements qui sont à l'œuvre dans les mentalités et dans les pratiques. Ils augurent des transformations dans les relations entre conjoints d'autant plus marquées que les hommes se trouvent parfois dans la situation où ils commencent à apprendre à s'occuper de leurs enfants. Il y a là une brèche à une stricte séparation des pouvoirs.

1.3- Expérience associative et engagement électoral

C'est souvent à ce titre que, lors des élections communales de juin, un certain nombre de femmes ont été recrutées pour représenter les partis politiques qui ont sollicité des militantes associatives dont un bon nombre étaient extérieures au jeu politique partisan. Les femmes ont ainsi mobilisé les compétences acquises dans l'organisation des campagnes et dans l'exercice des nouvelles fonctions électives.

Les femmes élues interviewées actives dans une association ont reconnu que leur activité associative les a préparées à l'investissement dans la représentation politique. Elle leur a appris à communiquer, à chercher les informations nécessaires pour leurs activités, à les gérer, à utiliser toutes les ressources et à s'appuyer sur des réseaux pour faire réussir leurs projets.

Dans le processus de candidature, Asmaâ, Zohra et Hasna ont utilisé leur expérience, leurs compétences, le capital social acquis à travers l'action associative. Ayant compris quelles ressources elles devaient mettre en avant, elles ont mobilisé tout leur potentiel pour réussir à convaincre les électeurs et les électrices. Asmaâ a su persuader les hommes

et les femmes en mettant en avant l'enracinement de sa famille dans le quartier, son niveau intellectuel, sa personnalité. Loin de considérer son identité féminine comme une contrainte et de chercher à l'occulter elle l'a, au contraire, utilisée comme un atout. Dans les arguments de campagne, elle a argué de la nécessité de donner une chance aux femmes de montrer ce qu'elles peuvent faire et a mis en avant ses aptitudes, en tant que femmes, à comprendre les besoins des populations. Mettant en avant la lassitude des citoyens et citoyennes à l'égard de pratiques qui ne leur donnaient aucune satisfaction, elle a aussi souligné l'impact en matière de renouvellement des pratiques des élus que cela pouvait permettre.

1.4- Diversité du niveau de l'information selon le milieu et le sexe

A Azilal et à Imin'ifri, les hommes et les femmes interrogés-es affirment avoir recours à différentes sources d'information, mais le plus souvent les principaux moyens d'information cités sont les médias écrits et audio-visuels. Internet est utilisé mais bien moins que dans les grandes villes comme Marrakech. Les ressources des organisations auxquelles ils/elles appartiennent ont aussi été citées.

A Marrakech, la diversité des sources d'information est plus large. Ils/elles utilisent tous les moyens d'information : livres, journaux, télévision, radio mais aussi internet, voyages et rencontres nationales ou internationales au Maroc où à l'étranger.

Sur la question des femmes et de l'égalité hommes-femmes, les femmes de Marrakech sont mieux informées que les hommes sur les inégalités interprétées à l'aune de l'approche genre. Elles sont au fait des thèmes à l'ordre du jour dans l'agenda politique de l'Etat mais aussi des grandes rencontres internationales. Dans leurs discours, les références aux grandes valeurs internationales sont fréquentes. Leur information est plus complète et plus construite, leur vocabulaire plus élaboré au niveau conceptuel. Elles font preuve d'une conscience de plus en plus claire des avantages qu'elles peuvent tirer de la nouvelle dynamique créée par la prise en compte par l'Etat de la question des femmes et des enjeux de leur participation politique.

Dans l'ensemble, la conscience des relations entre le national et le local est plus nette en ville que dans le monde rural ou semi urbain et plus fréquemment évoquée par les hommes que par les femmes. Mohand parle du rôle de l'INDH, de la réalisation de projets AGR. Dans le monde rural seule Habiba qui est originaire de Casablanca et membre du Parti de l'Istiqlal depuis 30 ans, fait allusion à la nécessité d'entretenir des liens étroits et permanents avec le national. Elle déplore l'absence de l'aide du parti pour faciliter ces liens.

2- Les motivations et le travail de proximité

Chez les hommes comme chez les femmes, l'idée dominante est celle de pouvoir participer à l'amélioration de la chose locale. Dans cette perspective, au point de départ, la motivation semble similaire. Une recherche approfondie des raisons à la base de la décision d'entrer en politique montre cependant des ambitions différentes selon le sexe. Les hommes, en effet, pensent les problèmes de manière globale et cherchent à les intégrer tous dans leurs préoccupations, alors que les femmes s'attachent davantage aux problèmes quotidiens que rencontrent les citoyens et les citoyennes, notamment, dans une petite ville comme Azilal et dans une commune rurale comme Imin'ifri. Les femmes s'affirment de ce fait plus proches des populations. Indirectement, c'est au nom de la fonction sociale qui leur est traditionnellement reconnue qu'elles revendiquent la légitimité de leur participation politique.

2.1- Formation et préparation au travail politique

Quel que soit le milieu, les hommes, de manière générale, affirment qu'ils n'éprouvent aucun besoin de formation pour se préparer à leurs fonctions. Dans l'échantillon, Hamid constitue une exception : recruté et élu au nom du PAM alors qu'il n'a aucune expérience politique, il est conscient de ses défaillances et souhaite rapidement combler son ignorance. Abdelmoula affirme avoir pris conscience d'un besoin de formation juridique après avoir été élu parce qu'il n'avait pas compris les conséquences du système des alliances et des candidatures pour les commissions. Il faut noter que dans les deux cas, les besoins relèvent de l'ordre des connaissances. Les femmes au contraire, dans leur majorité, insistent sur leur besoin en formation dans un sens plus large ; elles éprouvent le besoin d'acquérir des connaissances de toutes sortes, juridiques, administratives et politiques, et considèrent qu'elles ont besoin aussi de renforcer leurs capacités. Appelées à s'investir dans un monde compétitif dont elles ne maîtrisent pas les règles, elles souhaitent être armées pour affronter les difficultés.

Ce sont particulièrement les femmes interrogées appartenant au milieu rural et semi urbain qui jugent indispensable la formation pour comprendre les enjeux et pour mener à bien leurs campagnes électorales le cas échéant. Parmi les femmes de l'échantillon, Fatna, Zhor et Jihane qui ont bénéficié de formations⁽³⁾ ont affirmé qu'elles en ont bien profité et que cela les a considérablement aidées à dépasser leurs inhibitions, à acquérir une certaine maîtrise de leur objectif et à être plus sûres d'elles. Asmaâ a aussi suivi

(3) Des programmes de formation sur **le renforcement des capacités des femmes potentiellement candidates aux élections communales** ont été dispensés par des grands opérateurs associatifs (associations coalisées dans le cadre du mouvement du tiers), partisans (partis politiques ayant bénéficié du fonds d'appui à la représentation politique des femmes), opérateurs internationaux travaillant dans le domaine de promotion de la démocratie (National Democratic Institute et Fondation Friedrich Ebert).

des formations mais en tant qu'universitaire elle a fait bénéficier d'autres femmes de ses acquis en dispensant à son tour des formations.

Dans l'ensemble celles qui ont suivi des formations les ont jugées positives. Toutes affirment qu'elles les ont considérablement aidées à améliorer leurs compétences.

2.2- Désaffection à l'égard des partis politiques et sens de l'engagement dans la gouvernance locale

Les hommes comme les femmes qu'ils/elles soient élus-es ou désignés-es considèrent que l'affiliation politique ne joue pas un rôle primordial dans leur travail quotidien. Lorsque cela est nécessaire comme dans le cas des élections locales, ils en usent tous comme moyen qui leur permet d'accéder au politique. Zohra par exemple affirme qu'elle aurait préféré se présenter en SAP. Faute de moyens, elle choisit de s'adresser à n'importe quel parti politique. C'est également le cas de Adil qui a changé plusieurs fois de parti. Il précise que cela n'est pas de l'opportunisme pour se faire élire, mais une tactique pour remplir une mission à laquelle il croit. Asmaâ n'a pas hésité à changer de parti estimant que ce qui importe au citoyen et à la citoyenne, « c'est la personne et non le parti ou le programme qui n'intéressent pas les gens ». Mohand confirme cette tendance et ajoute même que dans ses choix, l'engagement associatif est plus important que l'affiliation partisane. Abdelmoula est dans le même cas. Il déplore même le fait que le parti qui a accepté de le parrainer l'ait fait rapidement « en deux minutes » a t'il dit.

Pour la majorité des hommes et des femmes, les programmes des partis politiques ne comptent pas.

Le scepticisme et la défiance à l'égard du fonctionnement des institutions politiques partisans et leur plus grande distance que les hommes à l'égard du jeu politique partisan sont apparus comme des caractéristiques particulièrement fortes chez les femmes de l'échantillon d'Azilal et d'Imin'ifri. En effet, une distinction doit en effet être faite entre les différents sites de l'étude. A Azilal et à Imin'ifri, les femmes se sentent loin des appartenances partisans, en grande partie conséquence probable de la culture locale longtemps hostile à l'implication des femmes dans le champ politique et à leur absence des rouages politiques. A cet égard, Abdellah explique que son parti le PADS qui appartient pourtant à la gauche radicale, n'a pas de politique orientée vers la promotion des femmes. Interpellé par les questions posées, il affirme avoir compris la nécessité de lancer le débat sur la question dans son parti.

En revanche, à Marrakech, le pessimisme politique partagé par les hommes et les femmes se fonde sur une critique plus construite. Dans cette ville où les femmes ont investi depuis longtemps la vie politique, les femmes dénoncent explicitement le monopole masculin du pouvoir au sein des organisations politiques.

Une différence notable existe cependant entre le point de vue des hommes et celui des femmes. Les hommes, forts de la légitimité dont ils jouissent dans le champ politique, cherchent surtout à maintenir leurs positions. Les femmes quant à elles, sans doute encouragées et stimulées par la dynamique favorable aux femmes et par les objectifs affichés de la nouvelle gouvernance locale, pensent pouvoir apporter quelque chose de neuf au politique en contribuant au rapprochement avec la population pour réduire les écarts entre élus et électeurs. Ceci est clairement exprimé par Zohra, Asmaâ et Jihane.

Asmaâ et Zohra entament toutes les deux leur première expérience électorale. Zohra est pourtant celle qui n'a jamais eu d'expérience politique antérieure. Alors que dans l'échantillon, Asmaâ faisait partie du PPS. Jihane et Hasna ont une expérience associative, Habiba et Marwa une expérience politique partisane.

Asmaâ et Zohra ont mené de main de maître leur propre projet. Elles ont décidé qu'elles allaient se saisir de l'opportunité qui leur était offerte de s'investir en politique en posant une condition : se présenter sur les listes locales « normales » en tête de liste et non sur les listes additionnelles. C'est à partir de ce choix qu'elles ont négocié leur candidature. Face au refus du PPS, Asmaâ n'a pas hésité à quitter le parti et a fait comme Zohra qui n'avait aucune attache et qui a entrepris selon son expression de « démarcher » les partis politiques pour « proposer sa candidature ». C'est ainsi qu'elles ont toutes les deux rejoint le FFD qui est le seul parti qui a accepté de jouer le jeu.

A priori, le seul capital de Zohra est sa bonne volonté et sa détermination « à gagner ». Asmaâ en revanche dispose, selon ses dires, d'un double capital : celui de l'universitaire doté d'un capital intellectuel et celui de la fille du terroir qui appartient à une famille respectée et depuis longtemps enracinée dans le quartier. Dans son cas, on peut considérer que l'élection confirme une trajectoire professionnelle ascendante.

A Marrakech, Hasna, élue du PAM, a eu un parcours maîtrisé dans la mesure où elle affirme qu'elle n'a rencontré aucune difficulté particulière en tant que femme. Aujourd'hui, ce qui lui importe dit-elle c'est de réussir dans ses nouvelles fonctions qu'elle trouve très stimulantes.

2.3- Les femmes plus proches des besoins des populations

Les femmes interviewées à Azilal et à Imin'ifri ont orienté leur campagne électorale vers les femmes, les jeunes et les personnes démunies. Elles ont contacté la population essentiellement en faisant du porte-à-porte et en organisant les réunions dans les maisons.

Elles n'ont pas pour autant négligé les hommes, au contraire elles ont estimé qu'il était indispensable d'obtenir l'adhésion des hommes considérée comme un gage de succès car

comme l'a dit Zohra : « Les femmes continuent à voter en fonction des consignes du chef de famille. Elles respectent la consigne. Lorsque vous arrivez à convaincre un homme dans une famille où il y a plusieurs femmes, c'est plusieurs voix que vous gagnez. Les gens ici sont fidèles à leur parole et les femmes elles-mêmes ne transgressent jamais les règles de l'autorité du « maître de maison » et de la solidarité que cela implique. Lorsque j'allais voir les femmes, c'était par respect pour qu'elles me voient et se rendent compte que je suis une femme comme elles, que nous pouvons nous soutenir, que je pouvais apporter quelque chose de plus à la politique locale parce que je pouvais comprendre les besoins des femmes et davantage tenir compte du social que les hommes». Le travail de proximité est ici clairement identifié par les femmes comme leur étant favorable. Dans la région d'Azilal, ceci a été d'autant plus intéressant que selon le compte rendu du gouvernement relatif au comportement des votants, les femmes ont été plus nombreuses à voter dans les provinces que dans les grandes villes. Le cas d'Azilal a été cité en exemple.

Ainsi les femmes cherchent à profiter du vote pour les personnes qui caractérisent les élections locales au Maroc. « Ici, les gens ne votent pas pour un parti, ils votent pour une personne qu'ils connaissent et en qui ils ont confiance »

Asmaâ revendique clairement son talent pour la proximité et une approche de la politique qui se veut pragmatique. « Je pense que le fait d'être une femme jeune, dynamique, responsable, dotée d'un capital intellectuel élevé et appartenant de surcroît à une famille enracinée dans le quartier a joué en ma faveur, ainsi d'ailleurs que le fait que je n'aie jamais occupé de fonction politique. Je crois également que le fait de ne pas avoir fait des promesses inconsidérées a plu à la population qui en a assez des promesses électorales jamais tenues. Je me suis contentée de pointer les problèmes quotidiens que vivent les gens : l'état des rues, les services de base, ce que je pensais être les besoins élémentaires pour améliorer notre cadre de vie... »

Habiba reconnaît que le vote de proximité est très puissant dans les mentalités. Mais elle considère que cela est souvent insuffisant. Encore faut-il être du terroir. Elle impute son échec électoral à quelques voix près au fait qu'elle soit toujours considérée comme une étrangère à la région malgré les trente d'années de résidence et le travail associatif réalisé dans la région.

2.4- Le point de vue des hommes sur la participation politique des femmes entre opportunisme politique et changement social

Parmi les multiples expressions des rapports inégaux de genre en politique, la façon dont les hommes mettent en récit la nécessité de l'implication des femmes en politique fournit une illustration significative non seulement des évolutions qui s'opèrent actuellement dans les mentalités mais aussi des résistances encore actives, voire même

dans certains cas de l'utilitarisme accordé à l'acceptation de l'insertion des femmes en politique.

Tous les raisonnements tenus partent du postulat selon lequel l'inclusion des femmes dans le champ politique est une réalité qu'on ne peut remettre en cause et avec laquelle il faut composer même si elle n'est pas le résultat d'un choix. A cet égard, Mohand explique: « Les conseillers communaux ne voulaient pas de la présence de femmes au sein de la commune ; mais il n'y a pas le choix ».

Implicitement, s'exprime ainsi une certaine forme d'acceptation de la participation politique des femmes quel que soit le milieu. Ce changement oblige même à « découvrir » chez les femmes des qualités particulières dans le travail local. En ce sens Mohand observe que « Les femmes ont le sens du concret quand elles abordent les problèmes ». Le constat des mutations dans les relations hommes-femmes permet à cet élu de conclure qu' « il y a un changement des mentalités aujourd'hui : les hommes peuvent parler aux femmes, les femmes commencent à participer »

Ces points de vue, confirment l'existence d'une forte dynamique et de transformations profonde des représentations sur les relations hommes-femmes dans la société marocaine.

En outre, élire des femmes est aussi parfois compris dans un sens utilitaire pour bénéficier d'opportunités de financement. De ce point de vue, pour Mohand, la participation politique des femmes est devenue une obligation qui facilite l'obtention de crédit pour les projets de développement.

A Marrakech, où la participation politique des femmes commence à acquérir une certaine visibilité, le discours est différent. Les hommes parlent plus volontiers des changements politiques à l'œuvre dans la société marocaine et considèrent que les femmes doivent participer. Ils insistent sur le cas des deux femmes élues qui ont accédé aux postes de présidentes d'arrondissement et soulignent leurs compétences acquises antérieurement en tant que militantes politiques et associatives qui leur permettent d'assurer pleinement leurs fonctions. Ils insistent aussi sur le cas de certaines anciennes élues candidates malheureuses aux élections de 2009, qui ont fait preuve de beaucoup de sérieux. « Si on faisait le bilan de leur participation, on s'apercevrait combien elles ont été plus rigoureuses, plus présentes et plus pertinentes que beaucoup d'hommes » a expliqué le secrétaire général du Conseil de la Ville.

3- L'impact sur les relations familiales

Dans les réponses, toutes les personnes interviewées affirment que leur engagement exerce un effet indéniable sur les relations familiales. En termes d'impact, l'analyse a

cependant permis de détecter des différences importantes selon le sexe. A titre d'exemples, les épouses des hommes interviewés sont le plus souvent des femmes au foyer (Hamid, Hocine, Mohand, Larbi, Abdelmoula) alors que les époux des femmes de l'échantillon sont au contraire non seulement actifs mais ils sont aussi souvent engagés. Les conjoints de Habiba et de Marwa sont des activistes de la gauche, celui de Fatna est membre de plusieurs associations.

Ces situations ne sont pas sans conséquence sur la prise de décision dans la famille et sur la nature des échanges et discussions politiques. Mais ils ne sont pas les seuls critères à la base des inégalités entre les hommes et les femmes qui s'engagent en politique.

3.1- La prise de décision dans la famille

Dans un premier temps, tous les interviewés et toutes les interviewées affirment que les décisions dans le couple sont prises d'un commun accord. Mais les questions de rappel permettent rapidement de déceler le sens donné à cet accord qui ne remet généralement pas en cause la répartition classique des rôles et le pouvoir qui s'ensuit. Ces conclusions apparaissent comme la conséquence logique de la culture dominante qui impose à chaque sexe des responsabilités différentes. Toutes les réponses vont dans ce sens.

Habiba, Zohra, Jihane expliquent que la prise de décision est discutée mais qu'elle dépend des sphères de pouvoir de chacun

Dans les propos, Abdellah utilise un lexique politiquement engagé et lie ses convictions à ses pratiques quotidiennes. Il affirme que dans sa famille « tout est discuté démocratiquement » parce qu' « il ne saurait y avoir de démocratie dans l'espace public s'il n'y en a pas dans l'espace privé » et que de ce fait pour être en cohérence avec ses principes, il doit discuter en permanence avec tous les membres de sa famille. Il considère pourtant que son épouse est responsable des affaires familiales.

Mohand affirme que la prise de décision est commune au sein du couple mais que lorsqu'il lui arrive de prendre une décision sans concertation, il explique à son épouse ses raisons.

A Marrakech, Ghassem affirme qu'il est nécessaire de discuter et de convaincre l'autre en usant d'arguments rationnels. Concernant l'éducation de son garçon, il estime qu'elle relève des compétences de la mère dans un premier temps et que le rapprochement entre lui et son fils sera plus grand plus tard.

3.2- Les engagements politiques des femmes et les transformations des relations familiales

Pour certains hommes, la paix familiale n'a pu être assurée qu'après l'investissement du champ politique par les conjointes. Dans ce cas, l'engagement des épouses marque un tournant dans les relations de couple. Hassan et Abdellah ont affirmé que la gestion de la relation avec leur conjointe respective s'est nettement améliorée à partir du moment où l'épouse s'est engagée en politique, à travers des actions syndicales (Abdellah) ou associatives (Hocine). Avant cet engagement, les épouses acceptaient mal les absences et retards de leurs conjoints et leur reprochaient de délaisser leurs obligations familiales. Cet engagement semble ainsi être le prix à payer par les hommes pour assurer la paix familiale. Ce qui d'ailleurs ne remet pas en cause la répartition des rôles avec cependant quelques concessions conjoncturelles par exemple lorsque l'épouse se trouve engagée dans une action qui exige d'elle des déplacements. Dans ce cas, Hassan par exemple garde les enfants avec l'aide des beaux parents. L'investissement de l'espace politique par les femmes implique ainsi pour l'homme des sacrifices. Ce qui a pour conséquence un rééquilibrage des rapports familiaux dans un sens plus démocratique.

Dans les autres cas, les réponses obtenues concernant la répartition des tâches ménagères qui est un indicateur des mutations à l'œuvre dans les relations hommes-femmes au sein du foyer, montrent à quel point les résistances sont pesantes. Quel que soit le milieu, femmes et hommes semblent continuer à penser que le rôle de gestion du foyer et particulièrement du ménage est du ressort des femmes. « La présidente du conseil de Marrakech finit ses journées vers 18h ou 19h en général car elle a des responsabilités à la maison » explique un homme interviewé. Cette conviction s'impose à tous les hommes mais aussi à la majorité des femmes avec la force de l'évidence et ceci même lorsque les femmes contestent la charge de travail qui leur incombe notamment quand elles travaillent.

3.3- Les discussions politiques au sein de la famille

Dans le monde rural et semi urbain, les sujets locaux priment dans les débats politiques au sein des familles. En ville, les discussions sont plus globales. Elles concernent les affaires nationales.

Mohand déclare qu'il partage les informations avec son épouse ne serait-ce que parce que, un certain nombre de citoyens viennent lui présenter leurs doléances pour qu'il intercède en leur faveur, procédure qu'il ne prend pas la peine de contester.

Dans l'ensemble, échanger les informations dans le cadre familial est jugé normal par la quasi totalité des personnes interviewées. Or, s'il est clair que les femmes militantes dont

les époux sont le plus souvent engagés eux-mêmes le font, il est moins sûr que les hommes dont les épouses sont des femmes au foyer ayant un faible niveau d'éducation soient enclins à partager avec elles leurs préoccupations et à discuter des événements et débats des affaires de la commune. La réaction de Mohand qui a dit « Je lui apprend » peut sans doute être comprise ainsi en même temps qu'elle révèle un début de changement dans les attitudes au sein du couple.

3.4- Une expérience jugée positive

D'une manière générale, quel que soit le champ d'action, les interviewés-es hommes et femmes activistes associatifs-ves ou militants-es politiques, élus-es ou candidats-es non élus-es ont jugé leur expérience enrichissante et ont reconnu l'impact positif de l'activité politique sur leur développement et épanouissement personnel. Même Habiba, qui n'a pas été élue et qui est déçue par le comportement des électeurs à son égard, affirme qu'elle n'est pas prête à renoncer à ses activités.

Malgré le manque de moyens matériels et financiers et la faiblesse de l'appui des partis politiques, les femmes interviewées, qu'elles aient réussi ou non à être élues, ont affirmé être satisfaites de leur campagne électorale.

Les personnes interviewées les plus âgées et ayant le plus d'expérience sont celles qui sont les plus sûres d'elles. Plusieurs femmes ont considéré que l'activité politique et associative a contribué à leur autoréalisation en tant qu'individus. Ce qui est significatif d'une attitude positive d'intégration dans le champ public.

Pour les hommes mais aussi pour certaines femmes notamment en ville, les acquis en termes de notoriété sont également considérés comme intéressants ainsi que la reconnaissance sociale qui en découle.

« Le travail associatif me donne l'impression d'exister et d'être quelqu'un » dit Fatna qui affirme éprouver un sentiment de valorisation personnelle depuis qu'elle milite et contribue à soutenir les femmes qui subissent des violences. Elle déplore les blocages culturels qui empêchent les femmes de s'adresser à la cellule d'écoute qu'elle anime. Elle considère que son engagement associatif lui a permis de prendre conscience de son potentiel et de « tout ce qu'elle a à donner » et ambitionne de plus grandes responsabilités. Elle ajoute que cet engagement lui a permis de connaître et de développer ses compétences, lui a appris à communiquer, à s'exprimer en public sans inhibition et lui a ouvert de nouvelles perspectives de vie. Satisfaite de ces acquis, elle projette de s'inscrire à des cours universitaires par correspondance pour améliorer davantage ces compétences nouvellement acquises.

Zohra, malgré la nouveauté de son expérience, les aléas de son rôle en tant qu'élue de l'opposition et les obstacles rencontrés, se veut confiante en l'avenir. Très battante, elle considère que l'expérience de la campagne électorale est déjà une victoire qui lui a révélé qu'elle avait des capacités insoupçonnées. Elle se veut optimiste quant à l'avenir et pense se porter candidate pour les élections régionales, voire pour les élections nationales.

Les listes additionnelles et les politiques engagées en faveur des femmes ont permis aux femmes candidates aux élections de juin 2009 d'utiliser leur identité féminine comme ressource pour réussir leur projet. C'est là aussi une source de satisfaction car pour la première fois, l'identité féminine n'est pas vécue comme un obstacle, mais comme un atout valorisant. « Les gens nous ont bien accueillies en tant que candidates parce que nous sommes des femmes. Ils se sont dit que le roi les soutient et nous on veut bien voir ce que cela va donner ». Ces propos résument le sentiment ressenti par les femmes dans tous les milieux notamment à l'occasion de la campagne électorale de 2009.

II- Les obstacles

A un moment où l'égalité hommes-femmes tend à s'imposer en tant que mesure légale et politique de l'Etat, se pose la question de comprendre quels sont les obstacles qui freinent les principes de l'égalité énoncés qui pourraient être corrigés.

1- Les perceptions des obstacles par les femmes

Faire de la politique n'a pas le même sens selon le sexe et n'a pas le même coût. Pour s'affirmer les femmes expliquent qu'elles doivent résister aux comportements souvent agressifs des hommes. Le poids de la culture patriarcale est pointé comme principal obstacle à leur implication dans la sphère politique. Même si elles ne contestent pas leur rôle de responsables du foyer, elles identifient le temps qu'elles passent à accomplir les tâches liées à ce statut de mères et d'épouses comme un frein à leur participation aux affaires politiques locales. Le besoin de formation est également considéré comme crucial pour que les femmes puissent participer valablement à la chose politique.

1.1- Le poids de la culture patriarcale

Fatna pense que le contexte de la ville d'Azilal est celui d'une ville conservatrice qui a le souci de préserver les traditions, ce qui ne facilite pas l'intégration des femmes dans le développement local.

Elle fait observer que, si l'ancien bureau de l'association dans laquelle elle milite était relativement favorable au centre d'écoute pour femmes victimes de violence qu'elle anime avec d'autres, les choses ne sont plus les mêmes depuis que le bureau

a changé. Elle attribue aux nouveaux membres du bureau la responsabilité de cette situation. Pour elles, ces derniers sont globalement opposés à l'inclusion des femmes dans le champ politique parce qu'ils pensent que la fonction leur revient de droit. En fonction de ce principe, les femmes sont ressenties comme des outsiders. Elle affirme qu'il n'y a pas de violences verbales ni de harcèlement au sein de l'association peut être parce que les femmes sont mariées et que les époux sont des militants associatifs connus. Ce qui n'est pas sans effet dans une petite ville où tout le monde se connaît.

Elle pense que les résistances masculines à la participation politique des femmes sont encore très fortes. Elle reconnaît néanmoins que certains militants ont soutenu les femmes candidates mais déplore que cet encouragement soit simplement conjoncturel.

En revanche, Habiba incrimine les pratiques des hommes qui « ont souvent des comportements agressifs à l'égard des femmes engagées et qui n'hésitent pas à user d'un vocabulaire grossier et de harcèlement sexuel ».

Pour cette candidate du parti de l'Istiqlal qui s'est présentée quatre fois déjà aux élections dans une commune rurale sans succès, il est très difficile de lutter contre la culture patriarcale et d'affronter les préjugés, les propos machistes parfois injurieux et vulgaires des hommes.⁽⁴⁾ Pour elle, l'adhésion proclamée des hommes à la participation politique des femmes relève davantage de l'opportunisme politique que de la conviction. En tant que militante depuis plus de trente ans du PI, elle déplore que les discours contre l'égalité soient encore fréquents même au sein des organisations politiques.

« Nous vivons dans une société masculine » affirme un élu à Marrakech qui met le doigt sur l'intériorisation et la reproduction des préjugés chez les femmes notamment à travers le vocabulaire lorsqu'elles disent « Toi tu es un homme, tu peux faire ça », « Vous les hommes, vous n'avez aucune considération pour les femmes » etc.

1.2- L'absence de solidarité féminine

Zohra considère qu'il n'y a pas lieu de s'appesantir sur les rapports avec les hommes dont l'opposition à la participation politique des femmes est établie. Elle pense que le combat contre les résistances masculines est clair. Elle dénonce les pratiques discriminatoires et insiste aussi sur le recours à un langage vulgaire en présence des femmes pour qu'elles quittent les réunions. Elle affirme cependant que ces obstacles sont maîtrisables par les femmes qui ont, comme elle, suffisamment de personnalité.

Ce qui est essentiel à ses yeux, c'est que les femmes soient solidaires entre elles. Elle observe que c'est là que le bât blesse.

(4) A noter que Le journal L'opinion du 10 décembre 2009 rapporte un fait de ce genre lors d'une réunion du conseil municipal d'Essaouira où une conseillère municipale du PI a été injuriée et traitée de « traînée » par un vice président ? Une plainte auprès du procureur du Roi a été déposée.

Asmaâ aussi met l'accent sur l'absence de solidarité entre femmes, fait social qu'elle juge particulièrement préjudiciable aux femmes.

1.3- L'ignorance et l'absence de formation des femmes

Asmaâ pointe l'ignorance des femmes comme un facteur de blocage non négligeable qui les empêche de participer à la chose publique. Dans les explications, elle désigne non seulement le problème de l'analphabétisme qui frappe les femmes mais aussi la faiblesse, voire l'absence, de connaissance du champ politique, du fonctionnement des institutions et des mécanismes de la vie locale comme la charte communale ou le plan de développement communal. « Il est primordial que les femmes soient au fait de l'information. Sinon, leur élection devient inefficace parce que, faute de connaissances, leur comportement est passif. Elles sont alors conduites à se contenter d'avaliser les décisions prises par les hommes en dehors de toute participation et de toute concertation effectives. Ce qui perpétue une vision négative des compétences féminines et ne permet pas aux femmes de s'imposer ». Elle déplore le fait que, par ignorance, seules 4 ou 5% des femmes élues font preuve de compétence et d'initiative. La connaissance des textes relatifs à la gouvernance locale et nationale et des enjeux administratifs et politiques est ici identifiée comme une condition de base d'une véritable inclusion des femmes dans le champ politique.

L'absence de formation est posée comme un thème central qui empêche les femmes de participer aux affaires politiques à tous les niveaux.

1.4- Les difficultés de conciliation vie privée-vie publique

Les femmes sont plus sensibles aux discriminations qu'elles subissent. Elles approuvent les mesures prises pour leur promotion. Les hommes, quant à eux semblent acquiescer à des directives de manière extérieure, lorsqu'ils envisagent l'implication des femmes dans la gestion locale.

Par exemple, à propos de la question de la conciliation sphère privée- sphère publique, les femmes proposent des solutions alors que les hommes ne se sentent pas vraiment concernés par la question.

Des différences notables existent entre les représentations dans une grande ville comme Marrakech et une ville moyenne comme Azilal. A Marrakech, les femmes interviewées contestent clairement la répartition des tâches, même si dans l'ensemble elles continuent à assurer directement ou indirectement leurs responsabilités domestiques par l'intermédiaire des aides familiales.

Au contraire, à Azilal, les femmes ne remettent pas en cause la distribution des tâches et des rôles et considèrent qu'elles doivent continuer à s'occuper de leurs familles et que

les charges ménagères sont de leur ressort exclusif. Mais elles réclament des mesures d'appui pour la garde des enfants et font appel à l'Etat auquel elles s'adressent en tant qu'Etat providence et en tant que partenaire dans un contexte où il se présente comme le promoteur le plus efficace de leur promotion.

Cette persistance de l'appropriation d'une charge qui alourdit le travail public des femmes permet aux hommes au contraire de se dédouaner de toute responsabilité dans ce domaine et de continuer de fait à occuper l'espace public de manière principale

2- Les perceptions des obstacles par les hommes

A la question de savoir quels sont les obstacles qui freinent ou bloquent l'action des hommes et des femmes, les réponses diffèrent selon le sexe.

Là où les hommes évoquent les obstacles considérés comme professionnels (insertion à la prise de décision, concurrence, freins administratifs, etc.), les femmes exposent des obstacles liés principalement aux résistances masculines dans le travail. Même celles qui affirment qu'elles ne rencontrent pas de difficultés particulières dans la réalisation de leurs tâches, centrent leurs réponses sur leurs capacités de batailler et sur leur forte personnalité pour s'imposer et imposer leurs points de vue aux partenaires masculins (Zohra et Asmaâ).

2.1- Les obstacles rencontrés par les hommes : freins professionnels

Abdellah déplore le fait qu'il n'y ait pas de continuité dans le travail et note les problèmes de ressources humaines et de relève. Concernant le travail associatif, il s'indigne du caractère parfois arbitraire du refus par les autorités de certains projets, ce qui décourage les militants associatifs. Hassan considère que l'information est parfois difficile à obtenir. Il déplore le manque de compétences dans les organisations du fait de leur jeunesse. Les hommes incriminent l'incompétence ou le laxisme de certains collègues et dénoncent l'usage de l'argent dans les relations avec les citoyens. Leurs réponses se situent résolument dans les rouages de l'activité. Les obstacles répertoriés sont plus d'ordre professionnel. Ils font référence aux blocages administratifs ou aux difficultés liées à la concurrence.

En revanche, la délimitation des blocages rencontrés par les femmes renvoie clairement à la condition des femmes. Les femmes désignent clairement les résistances masculines, les questions liées à la gestion du temps et à la conciliation sphère privée/sphère publique, les horaires de travail et de réunion et l'absence de formation comme des freins à leur intégration dans le monde du travail.

Ces freins à l'implication politique des femmes sont peu abordés par les hommes.

2.2- L'identification par les hommes des obstacles à la participation politique des femmes

De manière générale, les hommes manifestent des difficultés à cerner les obstacles existants pour améliorer cette situation. Sans doute n'y ont-ils pas pensé parce que non concernés et/ou non intéressés.

Il faut toutefois noter les réponses ambiguës des hommes interviewés à Marrakech lorsqu'ils affirment que les femmes ne rencontrent aucun obstacle : « La preuve en est c'est que la présidente de la ville est une femme, que des femmes sont présidentes d'arrondissement, qu'elles dirigent des commissions... ». Dans cette argumentation, l'accès des femmes aux postes de décision se suffit à lui même pour tenter d'accréditer la thèse que les inégalités n'existent pas (ou plus).

A la visibilité exceptionnelle de la participation des femmes dans la vie locale au plus haut niveau et dans les arrondissements dans la ville de Marrakech s'oppose toutefois celle des femmes dans une ville comme Azilal. Dans cette ville, malgré les progrès, la société semble être encore dans une phase de début de prise de conscience des mutations de la question de la participation politique des femmes. C'est une phase d'apprentissage et d'adaptation d'une réalité qui commence à émerger et à propos de laquelle on continue à véhiculer des idées anciennes. C'est ainsi que, à la question posée sur la place des femmes dans son parti (PADS), Abdellah répond que « Les femmes ont du mal à s'intégrer dans les partis politiques, elles pensent que c'est trop de travail ; elles ne se présentent pas aux élections, elles manquent d'assurance ».

La relance des questions a permis de dégager quelques obstacles.

Les horaires et lieux des réunions

Hassan affirme être conscient des discriminations subies par les femmes qui ne peuvent rester tard pour assister aux réunions. Il constate également que bon nombre de décisions sont prises au café, lieu où se retrouvent fréquemment les hommes entre eux en dehors de la présence des femmes.

Abdellah admet également qu'il existe un problème d'horaires de réunion et propose de penser à les changer.

Mohand distingue deux types d'hommes : ceux qui sont conscients politiquement qui n'ont aucun problème avec la participation politique des femmes et les autres qui n'ont pas compris les grands enjeux de société. Il affirme que la question des femmes est à ses yeux insuffisamment prise en charge par les médias qui se contentent d'en parler ponctuellement ou à l'occasion de moments particuliers comme la journée internationale de la femme.

Larbi pense, quant à lui, qu'il faut sensibiliser les militants des partis politiques et leur expliquer l'intérêt de la participation politique des femmes. Il ajoute qu'à un niveau pratique, il faut faire en sorte que les listes additionnelles soient strictement réservées aux femmes pour qu'elles aient plus de visibilité et qu'elles puissent faire leur expérience. Il affirme qu'il faut encourager les femmes comme Jihane qui doivent servir d'exemples

La relation au corps

Hassan considère qu'il faut inclure dans les formations dispensées aux femmes des séances de communication corporelle. Il fait référence aux femmes qui ont du mal à s'adapter aux nouvelles relations avec les hommes et qui sont gênées par leur corps si bien qu'elles ne sont pas à l'aise et ne peuvent véritablement faire preuve d'assurance. Ce qui handicape leurs capacités de communication et ne leur permet pas de s'impliquer correctement dans le champ politique.

Les difficultés à mener leurs campagnes auprès des hommes

Certains hommes reconnaissent qu'ils bénéficient de certains avantages par rapport aux femmes pour participer à la vie politique de leur localité. Ils savent, notamment dans le monde rural, que les femmes rencontrent de grandes difficultés pour transmettre leur message aux hommes. Les femmes peuvent s'adresser plus facilement aux femmes, particulièrement dans le monde rural et dans les petites villes comme Azilal. Elles profitent de l'avantage qu'elles ont par rapport aux hommes qui leur permet d'entrer dans les maisons et de parler plus facilement aux femmes dans certains lieux. Mais elles n'ont pas celui des cafés réservés aux hommes où de l'avis général se prennent souvent des décisions importantes y compris celles qui concernent le vote. Or dans le monde rural et semi urbain, les consignes de vote sont souvent familiales, les chefs de famille étant souvent les décideurs qui indiquent la voie à suivre et des consignes de vote.

Le sentiment d'une légitimité réduite du fait de l'élection grâce à la liste additionnelle

Un raisonnement subtil conduit à révéler un obstacle considérable dans la participation politique communale : celui qui est lié à l'esprit de la liste additionnelle. Pour Abdelmoula, les femmes souffrent du fait qu'elles ne sont pas élues sur la liste ordinaire. Pour lui, si la liste additionnelle permet incontestablement aux femmes d'être élues, elle constitue aussi un handicap du fait de son caractère exceptionnel qui fait que les femmes ne sont pas à l'aise. Abdelmoula suggère aux femmes qui veulent éviter les écueils de la liste réservée, de faire la démonstration de leurs compétences en se fixant pour objectif de se faire élire à l'occasion d'un suffrage ultérieur sur les listes ordinaires.

Pour Adil, le « quota » a l'avantage de reconnaître l'état des mentalités des Marocains qui sans cette mesure ne voteraient pas pour des femmes parce que dans leur culture domine l'idée que les femmes sont inférieures aux hommes.

III- Conclusions et recommandations

La taille de l'échantillon et les données collectées à travers les interviews ne permettent pas la généralisation de ces conclusions. Des tendances peuvent toutefois être dessinées qui pourraient être approfondies dans des études ultérieures.

L'enquête qui a concerné plusieurs types de sites a montré que les zones rurales commencent à connaître un changement certain. Le monde rural n'est plus à l'abri des grandes transformations culturelles et politiques qui concernent le statut des femmes. Le fait qu'une femme quasi analphabète ait été élue à Imin'ifri et soit acceptée par ses pairs est révélateur des mutations qui s'opèrent dans les mentalités.

Cet état de fait est sensiblement similaire à Azilal. Bien que les hommes révèlent un certain opportunisme, le processus d'acceptation du partage limité mais réel du pouvoir semble en marche. A Marrakech aussi, les mentalités changent.

Les femmes sont résolument inscrites dans une nouvelle phase de leur vie publique. Dans les commentaires, elles sont affirmatives et approuvent largement les mesures positives ayant pour objectif de promouvoir leur participation politique. Certaines comme Zohra considèrent que le pourcentage de 12% des femmes dans les communes est insuffisant. A Marrakech, les militantes espèrent pouvoir atteindre les 20% à l'occasion des prochaines élections et se préparent à commencer leur plaidoyer.

Les femmes sont engagées dans un processus d'inclusion décisif pour l'avenir de leur statut. Les hommes aussi intègrent au moins au niveau des discours l'idée que la participation politique des femmes est un fait avec lequel ils doivent désormais compter. Contraints par la pression qui est exercée sur eux par l'Etat, ils obtempèrent.

L'enquête révèle, en effet, un laborieux travail d'adaptation aux nouvelles règles perceptibles à travers toutes les réactions. Mais ceci n'empêche pas les mécanismes de résistance de perdurer. Les femmes révèlent un capital non négligeable de combativité. Il reste pourtant que, le caractère récent de l'expérience ne leur permet pas d'afficher une grande assurance quant au potentiel de changement possible de leur statut. Il faut donc renforcer les capacités.

Une des conclusions principales de l'enquête révèle combien, de manière générale, les hommes et les femmes continuent à penser qu'ils/elles n'ont pas le même rôle dans la société et qu'en particulier les femmes sont toujours principalement responsables des affaires qui concernent le foyer. Interrogés sur les relations sphère privée/sphère publique,

les hommes n'identifient pas les responsabilités familiales attribuées socialement aux femmes comme obstacles à leur implication dans le champ politique. Ils considèrent que les femmes seules ont à gérer le foyer et les enfants. Certes, certains d'entre eux affirment qu'ils s'occupent des enfants lorsque l'épouse est absente pour des tâches extérieures, mais dans l'ensemble ce sont les grands parents qui sont sollicités. A ce stade de l'évolution des rapports de genre, la conciliation travail professionnel/ responsabilité familiale reste donc un problème majeur qui freine la possibilité pour les femmes de s'investir dans le champ politique. La permanence de ces représentations est révélatrice d'une répartition des rôles inchangée et exerce ses effets sur l'inclusion des femmes dans le champ politique. Ainsi, dans une phase quasi expérimentale de nouvelles procédures, le constat peut être fait que les mécanismes de légitimation hiérarchique des sexes restent ancrés dans les structures mentales. Ces conclusions rendent claire la nécessité d'entreprendre des campagnes de sensibilisation à large échelle pour expliquer les avantages que la société peut tirer de la participation politique des femmes. Ayant une faible expérience du travail politique, ces dernières devraient recevoir des formations avant d'entrée en politique mais aussi après pour les aider à apprendre à se sentir plus sûres d'elles-mêmes, à connaître les règles et les lois et à se familiariser avec le fonctionnement du monde politique.

Dans le même sens, des décisions claires devraient être prises pour éviter que les listes additionnelles soient détournées de leur objectif en intégrant des hommes.

1- Organiser des campagnes locales et nationales de sensibilisation pour faire connaître les enjeux de la question de l'égalité

Ces campagnes de sensibilisation doivent avoir pour objectifs de :

- faciliter la prise de conscience des avantages pour la société de la participation politique des femmes
- faire connaître les programmes gouvernementaux, la stratégie nationale pour l'équité et l'égalité entre les sexes
- expliquer les raisons qui justifient ces politiques sur le développement, la démocratie et la gouvernance locale

2- Faire en sorte que les listes additionnelles soient exclusivement féminines

Seule une mesure législative contraignante peut interdire d'inclure des hommes sur cette liste. Ce qui est difficile compte tenu du caractère incitatif et consensuel des mesures d'encouragement à la participation politique des femmes.

Il faudrait sans doute que les associations puissent être soutenues dans leurs actions de plaidoyer pour obtenir un véritable quota.

3- Les partis politiques doivent prendre davantage en considération la question de la participation politique des femmes

Il s'agit là d'entreprendre un travail de sensibilisation dans un secteur où les résistances sont fortes du fait du partage de pouvoir que cela exige.

Peut-être faudrait-il proposer des séances de briefing souples (séminaires fermés) réservées prioritairement aux décideurs sur la base du volontariat dont le but serait de les sensibiliser à la question de l'égalité et de l'intérêt pour les partis politiques de mobiliser et d'intégrer les femmes dans toutes leurs structures organisationnelles.

Dans un contexte où la modernisation de l'Etat et de l'ensemble des institutions et de la société est à l'ordre du jour et où la problématique de la participation politique est de plus en plus reconnue comme un droit humain, il faudrait sans doute insister sur l'impact sur la visibilité du parti en termes de modernité et sur les conséquences en matière de démocratisation réelle du parti qui pourrait ainsi rénover et renforcer son rôle.

4- Organiser des formations

4-1-de renforcement des capacités des femmes qui entrent en politique et des élues:

Pour être vraiment efficaces, ces formations doivent avoir lieu dans leur ville pour leur éviter les contraintes liées aux déplacements vers des villes comme Rabat ou Casablanca

Ces formations doivent inclure un certain nombre de connaissances en fonction de deux axes qui sont apparus fondamentaux :

- (1)- L'axe formation personnelle
- (2)- L'axe formation politique
- (1) Formation personnelle et développement de la personnalité

La formation doit comporter un enseignement sur les techniques de communication contenant des modules :

- d'expression personnelle, assurance, confiance en soi, capacités de s'exprimer en public, techniques de négociation etc. (avec si nécessaire des cours d'expression corporelle pour que les femmes les plus introverties puissent se sentir à l'aise en public probablement surtout en milieu rural et semi urbain)

- d'acquisition des moyens objectifs de la connaissance du terrain, de l'évaluation des besoins de la population

(2) Formation politique

La formation politique doit être orientée vers des thèmes relatifs

aux institutions politiques en général

au rôle de la commune, ses domaines de compétences, la gestion des communes :
les textes juridiques et administratifs : la charte communale, les fonctions de la commune,
les textes administratifs, le budget de la commune

Ces formations devraient être proposées également aux femmes élues qui
le désirent ;

4-2- aux hommes et aux femmes élus-es locaux, membres des partis politiques, des associations et des syndicats

- pour améliorer leurs connaissances et

- pour mieux comprendre le sens de la prise en charge par l'Etat de la question
féminine.

5- Mettre en place des structures qui assurent la conciliation sphère privée/ sphère publique

L'enquête a mis en exergue les besoins des femmes en matière de conciliation sphère
privée-sphère publique. Le principal problème posé est celui des enfants en bas âge.

Bibliographie sommaire

- Alami Mchichi Houria, [2002], *Genre et politique. Les enjeux de l'égalité hommes-femmes entre islamisme et modernisme*, collection « Histoire et perspectives méditerranéennes », L'Harmattan, Paris
- Alami Mchichi Houria et Benradi Malika, [2002], *Les marocains et les marocaines face au politique*, Dar El Kalam, Rabat
- Alami Mchichi Houria, [2004], Genre et participation politique, dans *Masculin-féminin, la marche vers l'égalité au Maroc 1993 - 2003*, Fondation Friedrich Ebert Stiftung, Diwan 3000, Rabat
- Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), Centre de leadership féminin, [2002], *La perception du genre et dispositions de la population par rapport à l'accès de la femme à la décision politique au Maroc*, Publications de l'ADFM, Rabat
- Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), Centre de leadership féminin, [2001], *La démocratie mutilée. Femmes et pouvoir politique au Maroc*, publications de l'ADFM, Rabat
- Belarbi Aïcha (sous direc) [1995], *Femmes rurales*, Collection Approches, Ed. Le Fennec, Casablanca
- Daoud Zakia, [1997], *Féminisme et politique au Maghreb, soixante ans de lutte*, Eddif, Casablanca
- Enhaili Aziz, [2006], « Femmes, développement humain et participation politique au Maroc » Dans MERIA journal d'études des relations internationales au Moyen Orient, art. 7, Juillet 2006
- Lopez Plaza Maria Angeles, [1999], « Les femmes sur la scène politique au Maroc », dans *Confluences méditerranéennes* n°31, automne 99
- Messaoudi Leïla et Rhissassi Fouzia (coord), [2008], *Stéréotypes, images et représentations des femmes en milieu rural et/ou urbain*, Publications de la Chaire de l'UNESCO « la femme et ses droits », Ed. Le Fennec, Casablanca, 2008
- Mohsen-Finan Khadija, [2008], *L'évolution du statut de la femme dans les pays du Maghreb*, Note de L'IFRI, Juin



Drissi MED
21 impasse Sidi Della, Bab Djedid 1008 Tunis
Tél : (216) 22 39 79 92 / mohamed.drissi70@gmail.com



Baillleur de fonds

**L'Institut International de Recherche et de Formation des Nations Unies
pour la Promotion de la Femme (UN-INSTRAW)**

Le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche (CAWTAR)

7, impasse n°1 Rue 8840 -Centre Urbain Nord
P.O. Box nr 105 - 1003 Cité El Khadra, Tunis - TUNISIE
Tel. + 216 71 792298
Fax. +216 71 780002
E-mail : info@womenpoliticalparticipation.org
PageWeb : www.womenpoliticalparticipation.org

